

Merci à anonyme4

Membre du site www.devenez-fonctionnaire.fr

Merci pour le partage et pour les futurs candidats

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

battre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel ⁽¹⁾
Rayer les mentions inutiles

Pour l'emploi de : Agent des douanes

Épreuve n° : 2

Matériau : Cas pratique

Date : 04/10/2016

Nombre d'intercalaires supplémentaires :

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

À l'extérieur de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être
totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel
que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute
autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au
stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement.
Toute autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le
jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation
d'un crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codées à barres, destinées à permettre à
l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées
dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la
commission de surveillance.

NOTE / 20

15,00

Comme principales différences
l'économie collaborative et
sociale et solidaire résident
fait que l'économie sociale
n'est pas basée sur l'intérêt
alors que l'économie collabora-
tive s'adresse à une clientèle
et l'économie sociale et
est basée sur des règles
et une éthique qui vise
des collaborateurs et s'efforce
d'être accessible à tous et de
réduire la part de l'économie
qui ne sert ses profits avec
les gestionnaires des plateformes
partage des richesses créées

l'économie sociale peut se définir
par valeurs promues par
solidaire comme la finalité
à agir dans l'intérêt
de tous et l'homme doit avoir
la liberté de s'exprimer et d'apporter
et un plus grand nombre de
ex. Par exemple une banque
et les collaborateurs ont la
aux prises de décisions et
les grandes orientations des
reflètent l'avis collectif en
leurs locaux.

Questions

1. Les principales différences entre l'économie collaborative et l'économie sociale et solidaire résident dans le fait que l'économie sociale et solidaire est centrée sur l'intérêt général alors que l'économie collaborative s'adresse à une clientèle spécifique. L'économie sociale et solidaire est basée sur des règles morales et une éthique qui vise

à une qualité initiale des collaborateurs et s'efforce de proposer des biens accessibles à tous et de partager équitablement les richesses. La loi sur l'économie collaborative ne partage pas ses profits avec les collaborateurs et ce, les gestionnaires des plateformes récupèrent une grande partie des richesses créées.

2. La notion d'utilité sociale peut se définir par l'intermédiaire des valeurs promues par l'économie sociale et solidaire comme la finalité des entreprises à agir dans l'intérêt général et de faire en sorte que l'homme soit au milieu puis en compte. L'utilité sociale vise à apporter une réponse aux besoins d'un plus grand nombre de personnes sur un territoire. Par exemple une banque mutualiste ou les clients et les collaborateurs ont la possibilité de participer aux prises de décisions et aux Assemblées générales. Les grandes orientations des entreprises doivent refléter l'avis collectif en cohérence avec les valeurs locales.

3. Les entreprises de l'économie sociale et solidaire ont connues une baisse significative des aides de l'État entre 2005 et 2011 passant de 34% à 25%. Afin de remédier à cette baisse d'aide financière les entreprises qui en ont le plus souvent fait appel aux dons et au mécénat, des financements participatifs et autres mutualisation des ressources. Elles ont la possibilité de former en groupement d'employeurs qui permet de mettre à disposition des salariés appartenant à des entreprises adhérentes. Le groupement permet de limiter les coûts dans des secteurs clés de l'entreprise comme la comptabilité et la gestion. Le groupement d'employeurs est une relation de synergie et économique car il empêche le départ des entreprises de l'ESS aux prestations extérieures parfois très coûteuses.

4. L'État intervient notamment dans le développement de l'économie sociale et solidaire pour encadrer et promouvoir le modèle économique solidaire par l'intermédiaire de textes et de texte juridique mais aussi par des communications de presse. La secrétaire en charge du commerce de la consommation et de l'économie sociale Delga a d'ailleurs fait l'hôte de ce modèle économique venant de la croissance économique et le PIB généré par l'économie sociale et solidaire. Il a été institué par décret un délégué à l'économie sociale et solidaire pour soutenir et promouvoir le développement de l'économie sociale et solidaire, d'orienter les actions et de rendre compte des travaux au premier ministre. Aussi l'État intervient en accordant des subventions pour soutenir la création

la survie et le développement des entreprises sociales et solidaires.

II Applications

Répartition des effectifs de l'ESS par
Secteur d'activités



Secteurs d'activités :

- ① action sociale
- ② Enseignement
- ③ Activités financières et d'assurance
- ④ Non classés
- ⑤ Santé
- ⑥ Soutien aux entreprises
- ⑦ Autres

2. En 2013, la part des salariés de l'économie sociale et solidaire dans les établissements de 10 à 49 salariés était de 35,3%.

En 2013 la part des établissements composés de 0 à 9 salariés dans les entreprises hors ESS était de 86,8%.

3

PIB ESS en 2013 6% soit
100 milliards d'euros

En 2015 :

soit 6% \rightarrow 100 M

10% \rightarrow 20 M

$$x = \frac{100 \times 10}{6} = 166,67 \text{ M}$$

Donc la valeur ajoutée de l'ESS est de
166,67 milliard d'euros en 2015.

4

Evolution des subventions de l'état
aux associations européennes de 2000 à 2011



III Rédaction

À l'heure où la France connaît un des plus
fort taux de chômage jamais enregistrés dans
son histoire les nouveaux modèles économiques
afin de générer des emplois ne sont pas de trop.
Dans un contexte où l'individualisme et
l'esprit de compétition est de plus en plus
prévalant par les grands modèles économiques, l'
économie sociale et solidaire apparaît
comme un nouvel élément d'air frais dans
notre société.

En prenant des valeurs d'éthique et de valeurs morales, ce nouveau modèle économique basé sur l'intérêt général sous forme associatif ou mutualiste et ayant pour la répartition des revenus plutôt qu'à un nombre limité de personnes, se veut comme un nouvel espoir de développement économique dans notre société.

Ce nouveau modèle économique est vivement encouragé par les pouvoirs ^{publics}, les derniers n'hésitent pas à en faire l'éloge par l'intermédiaire des communiqués de presse et de représentation dans les ministères.

Les entreprises de l'économie sociale et participative vont dans le sens recherché des économistes qui est l'innovation et la création de richesse, les nouveaux modèles de Banque mutualiste ou les regroupements agricoles sous forme de circons sont d'excellent moyen de gérer les biens en commun et d'ouvrir à des consultations en cohérence avec les valeurs locales. Les milieux de l'action sociale et des sports et loisirs y sont les mieux représentés et les revenus générés par ce modèle économique est quasiment similaire à ceux du privé. Un million d'éducateurs touchent en moyenne 1654 euros en 2013 d'après une étude. Le poids de ce modèle économique a été de 10% dans le Produit intérieur brut en 2015 ce qui est conséquent.

En conclusion, nous pouvons dire que dans le contexte morose que connaît la France à savoir la montée du chômage, les personnes de plus en plus isolées et les écarts sociaux de plus en plus importants, il apparaît essentiel

que ce nouveau modèle économique soit le
jours, véhiculant des valeurs de solidarité,
de création d'emplois et d'utilité sociale.
L'économie sociale et solidaire fait connaître
en très bon avenir si elle intègre parfaitement
la vague du numérique afin d'être plus
accessible et si les pouvoirs publics continuent
de promouvoir ce modèle.

www.devenez-fonctionnaire.fr